

## La révolte de la jeunesse dans le Sekhukhuneland (1)

*Dissension entre père et mère, dissension  
Dissension entre parents et filles, dissension  
Dissension entre parents et fils, dissension  
Dissension entre pouvoir tribal et communauté, dissension  
Dissension entre proviseur et enseignants, dissension  
Dissension entre enseignants et élèves, dissension  
Dissension entre élèves, dissension  
Dissension entre employeurs et employés, dissension  
Dissension entre riches et pauvres, dissension*

*Mais qui est à Lusaka ?  
Je suis allé à Lusaka, j'ai trouvé les Zambiens.  
Et je sais que Kenneth Kaunda est leur président  
mais qui est à Lusaka ?  
Lusaka, capitale de la Zambie ? Zambie, capitale de Lusaka ?  
Kaunda est-il à Lusaka ?  
Oui, je ne suis jamais allé à Lusaka  
Qui est à Lusaka ?*

*Beaucoup sont allés à Lusaka !  
Des chefs politiques sont allés à Lusaka !  
Des chefs étudiants sont allés à Lusaka !  
Des chefs religieux sont allés à Lusaka !  
Des espions de la mort sont allés à Lusaka ;  
Les chefs des bantoustans veulent aller à Lusaka !  
Ramodike\* veut aller à Lusaka !  
Même Mangosuthu Gatsha Buthelezi, l'ennemi du peuple,  
veut aller à Lusaka !  
Mais qui est à Lusaka ?*

*Chris Hani est-il à Lusaka ?*  
*Umkhonto we Siswe, la lance de la nation, Marumo a Setshaba,*  
*est-elle à Lusaka ?*  
*Est-ce noir, vert et or, ce qui est à Lusaka ?*  
*Mon poème ne sera jamais achevé si je n'y inclus pas mon président,*  
*le camarade O.R. Tambo.*  
*O pour Organiser, R pour Reginalt, et T pour transfert du pouvoir*  
*Qui est à Lusaka ? Le Congrès national africain est partout*

*(Extrait d'un poème de Mokibe Sydney Ramushu, Apel, 1981)*

**L**ES soulèvements du milieu des années 80 furent en grande partie spontanés. Ils ont eu lieu suivant des schémas fort divers, à la fois dans le temps et dans l'espace. Soweto par exemple n'explosa qu'à la fin de l'année 1985, alors que d'autres townships du Witwatersrand étaient entrés en ébullition dans la seconde moitié de 1984. Dans la plupart des cas, des problèmes locaux fournirent le détonateur qui déclencha l'explosion.

Par son existence l'UDF fut important parce qu'il donna le sentiment de participer à une lutte plus large, d'avoir une ligne de conduite, qu'il permit aux activistes de se regrouper et d'accéder à des sources de financement. De plus, par son identification à l'ANC — dans l'esprit des gens, sinon dans la réalité de son organisation, — l'UDF donna une légitimité politique à des mouvements implantés localement. Pour autant l'UDF ne fonctionna pas comme centre de planification ou de coordination. Le plus souvent la direction nationale essayait de saisir le cours des événements plutôt que d'organiser un soulèvement à l'échelle du pays. Ce n'est qu'à partir de l'extension des révoltes contre le régime aux bantoustans et aux zones rurales que l'UDF commença à s'intéresser à ces régions et notamment au Lebowa où se trouvait concentrée une grande partie de l'infrastructure de l'UDF.

Le Lebowa n'est pas un territoire d'un seul tenant, mais est composé de 13 fragments éparpillés sur l'ensemble du Nord-Transvaal, parmi lesquels des townships jouxtent des villes « blanches ». C'est dans ces townships que prit forme la mobilisation politique, mais des organisations affiliées à l'UDF ne tardèrent pas à apparaître aussi dans les districts ruraux. Cet article se concentre sur le Sekhukhuneland, un district du Lebowa, qui devint le principal foyer de soulèvement rural.

\* Nelson Ramodike est Premier ministre du Lebowa, un bantoustan du Nord-Transvaal.

(1) Je voudrais ici remercier Mokibe Sydney Ramushu ; Peter Delius et Tony

Harding pour d'utiles discussions ; Stephen Ellis pour des renseignements sur Maurice Cornforth, et Mme Gertrud Nchabeleng, ainsi que ses fils et ses filles, pour leur hospitalité.

Dans un récent ouvrage d'histoire sur la vie politique noire des années 80, Tom Lodge a qualifié le soulèvement au Lebowa de « mouvement social bénéficiant d'une large assise, d'une complexité considérable, qui exprimait deux notions historiques demeurées, jusqu'à une date récente, séparées dans l'espace : le nationalisme de la classe ouvrière urbaine et la rébellion paysanne dans les campagnes » (2).

Cette description semble toutefois mieux correspondre à la révolte rurale des années 50, lorsque les travailleurs migrants du Reef se joignirent à la résistance du Sekhukhuneland contre l'instauration du pouvoir bantou et d'une politique de développement agricole, qui comprenait des mesures aussi impopulaires que l'élimination des sujets malsains des troupeaux et le bornage des terres. L'historien de Sekhukhuneland, Peter Delius, a montré que la révolte sekhukhune ne fut pas un soulèvement géographiquement isolé. Les organisations de migrants jouèrent un rôle essentiel en organisant la résistance, en fournissant un soutien financier, et en agissant comme intermédiaires entre les communautés rurales et le Congrès national africain (3).

L'insurrection qui eut lieu dans les années 80, dans le Sekhukhuneland et ailleurs au Lebowa, fut d'abord une révolte de la jeunesse. Elle ne tira pas son aspiration des conflits fonciers ou, en milieu urbain, du nationalisme de la classe ouvrière, mais en premier lieu d'une forte conscience de génération, de manuels marxistes orthodoxes distribués au sein des organisations étudiantes, et de notions, romancées et parfois mal assimilées, relatives à la lutte armée de l'ANC. La révolte n'eut ainsi aucun lien avec le paysannat.

La pauvreté, les transferts de population, la surpopulation, la sécheresse et le chômage des jeunes, ont certainement joué un rôle dans la révolte, mais en arrière-plan. Pour expliquer les particularités de la courte période caractérisée par la « domination des camarades dans le Sekhukhuneland », il faut recourir aux griefs plus spécifiques qui poussèrent les acteurs principaux à agir. Comme Delius le souligne, les griefs les plus graves avaient trait aux chefs et à l'école (4).

Au Lebowa, comme dans la majeure partie du Nord-Transvaal, l'UDF ne s'est pas transformé en un large mouvement social. A quelques exceptions près, la majorité de ses adhérents se recrutait chez les jeunes, placés sous la direction de leaders lycéens et étudiants. Du fait de cette base de soutien limitée et malgré les démonstrations de mobilisation de masse des années 80, l'ANC ne pouvait compter sur le soutien de nombreux partisans au moment de la levée de son interdiction en 1990.

(2) T. Lodge et B. Nasson, *All, Here and Now: Black Politics in South Africa in the 1980s*, Cape town, Ford Foundation/David Philip, 1991, p. 126.

(3) P. Delius, « Migrants, Comrades and Rural Revolt : Sekhukhuneland 1950-1987 », *Transformation*, 13, 1990, pp. 2-26.

(4) *Ibid.*, p. 16.

Pour schématiser, le Sekhukhuneland est une région semi-désertique, au relief montagneux, peuplée d'environ 400 000 habitants pour la plupart bapedi. Dans le Sekhukhuneland, comme dans le reste du Lebowa, le travail migrant constitue la principale source de revenus. En 1986, plus des trois-quarts des revenus familiaux étaient gagnés en dehors des frontières du Lebowa (5). Conséquence de l'importance du travail migrant, la pyramide de la population est très déséquilibrée. En 1985, 72 % de la population effective du Lebowa — excluant les travailleurs migrants — avaient moins de 20 ans (6).

Si le marché du travail s'est rétréci, le nombre d'élèves a

en restant une personnalité éminente de l'appareil clandestin de l'ANC du Nord-Transvaal, Nchabeleng devint président régional de l'UDF pour le Nord-Transvaal. Ce sont des gens comme Nchabeleng et quelques autres qui gardèrent vivantes un peu des traditions de l'ANC. Il garda, enfouie dans le kraal des oies, derrière sa maison, une collection de documents, dont un exemplaire en lambeaux de la Charte de la liberté. Il tenait des discussions politiques avec ses fils et quelques amis, mais l'activité politique était en fin de compte très limitée. Un militant de l'organisation de jeunesse rapporta que les gens avaient généralement peur de la famille Nchabeleng. *On nous disait que Dlam Nchabeleng était comme*

nesse du Sekhukhuneland, et de loin. Le COSAS était « *une chose de la ville* », tandis que la SEYO y était perçue comme « *notre propre organisation* » (10).

Ce mouvement puisait une grande partie de son inspiration, de son organisation et de ses adhérents à l'Université du Nord, également connue sous le nom de Turfloop. Surnommée « Lusaka » dans les milieux militants comme dans ceux de la police, l'Université du Nord n'était pas à première vue l'endroit rêvé pour devenir le centre de planification de la révolution dans les bantoustans. A sa création, c'était un établissement contrôlé par des Afrikaners conservateurs, réservé aux Africains venus des différents homelands du Transvaal. Dans les années 1970, Turfloop avait été un bastion du mouvement de la BC (Conscience noire) avant d'être supplanté dans la décennie suivante, par l'UDF et l'ANC. L'AZASO (Organisation des étudiants azaniens) trouvait son origine dans le mouvement de la Conscience noire, mais, vers 1980, elle se rapprocha de l'ANC. En 1980, pratiquement toute la section de l'AZASO de Turfloop prit le chemin de l'exil afin de rejoindre l'ANC. Certains réapparurent ensuite comme militants de l'UDF ; parmi eux, Peter Mokaba, qui allait devenir président du Congrès sud-africain de la jeunesse. L'AZASO réussit à prendre le contrôle du Conseil représentatif des étudiants de Turfloop et put ainsi, sous couvert d'activités étudiantes, se servir de téléphones, de photocopieuses et, à l'occasion, de voitures. Par l'entremise de l'AZASO, l'Université du Nord devint le premier fournisseur de services de l'UDF dans le Nord-Transvaal.

Ces deux organisations d'élèves (le COSAS, dans le secondaire, et l'AZASO dans le supérieur) œuvrèrent en faveur de la participation des lycéens et des étudiants dans la vie de la collectivité. En 1983, les lycéens et étudiants du Sekhukhuneland se réunirent à Turfloop pour discuter de la manière de fonder des associations chez eux. Pendant les vacances, ils se rendirent dans leurs villages pour former des groupes de jeunesse, puis ils se retrouvèrent à l'université pour échanger leurs expériences (11). Parmi les militants les plus actifs, se trouvaient plusieurs étudiants de l'Université du Nord. Ceux-ci représentaient un important capital d'expérience militante et de « formation politique ». Ils apprirent aux jeunes comment diriger des meetings et organisèrent des séminaires sur le marxisme-léninisme. D'Apel, les organisations de jeunesse essaimèrent dans d'autres villages.

D'après les publications de l'UDF, les congrès de la jeunesse du Nord-Transvaal comptaient au total 120 000 membres, ce qui en faisait le plus puissant mouvement de jeunesse du pays. Lors-

(10) Entretien avec un militant de la SEYO, Johannesburg, 29 novembre 1991.

secrétaire à la communication à la SEYO, Pietersburg, 6 février 1990.

(11) Entretien avec Dewet Monakedi,

que les organisations régionales de jeunesse s'associèrent pour former le SAYCO (Congrès sud-africain de la jeunesse) en mai 1987, le Nord-Transvaal revendiquait la présence d'environ 150 congrès locaux de la jeunesse, 40 d'entre eux se trouvant dans le Sekhukhuneland (12). Mais ces chiffres sont trompeurs et approximatifs.

*« Lors des premières années de la SEYO, tous les jeunes étaient censés en être membres. La contrainte était parfois utilisée pour inciter les jeunes à assister aux réunions. Nous ne permettions pas la présence d'autres organisations, tel le PAC (Congrès panafricain). Nous avons ainsi menacé les membres de la ZCC (Église chrétienne de Zion) de perturber leurs processions s'ils n'autorisaient pas leurs enfants à venir à nos réunions. Nous sommes de nos jours plus démocratiques, mais il n'est pas toujours facile de lancer un mouvement sans employer la contrainte » (13).*

L'organisation de jeunesse fonctionnait donc, dans un certain sens, comme une association d'âge : on en devenait membre non pas par choix, mais par le nombre des années.

tenir au gouvernement du Lebowa, coupable de sympathiser avec l'ennemi. Des hommes d'affaires locaux, qui dépendent de l'administration du homeland pour ce qui concerne les licences et les contrats, étaient jugés appartenir au camp adverse. Des bus, des boutiques et quelques écoles furent livrés aux flammes. Pendant plusieurs semaines, des villages, au nombre desquels Apel, devinrent zones interdites à la police du Lebowa.

### **Dissension ! L'effondrement d'un ordre moral**

---

L'ordre ancien se dissolvait rapidement. Confrontés aux images de ruine et de destruction, les jeunes se donnaient pour mission d'édifier une nouvelle société.

#### ***Dissension entre père et mère***

En s'efforçant de rétablir l'harmonie et d'assurer la réconciliation, les jeunes militants tentaient de résoudre les conflits familiaux (14). Des tribunaux populaires, prenant la forme soit de meetings de masse, soit d'une commission de discipline de l'organisation de jeunesse, traitaient d'affaires criminelles (vols, viols ou cambriolages), mais aussi des conflits familiaux, comme les cas de femmes battues par leur mari ou les affaires de divorce. Les tribunaux populaires enjoignaient aux couples de ne pas se séparer.

Aux yeux des adultes, les tribunaux populaires contestaient à la fois l'autorité des parents et celle des chefs. Le conflit des générations s'aggravait sous l'effet de la croissance de l'enseignement secondaire, qui entraîna une différence d'aspiration entre les jeunes qui étaient « instruits » et les parents qui ne l'étaient pas.

L'adhésion forcée des jeunes à l'organisation de jeunesse constituait une autre grande source de conflit. Comme le rappelait un père,

*« en 1986, les jeunes envahirent nos maisons pour emmener nos enfants. Ils disaient que tous les enfants devaient venir ; ils y furent forcés. Aucun signe avant-coureur ne laissait prévoir cette brusque initiative des jeunes. Tout le monde fut pris par surprise » (15).*

Le fossé entre les jeunes militants et les parents s'élargit encore à la suite d'une campagne qui devait prendre le nom de « *formons des soldats* ». Un militant décrivit le phénomène de la manière suivante :

(14) Entretien avec des militants de la SEYO, Johannesburg, 15 juillet 1990.

(15) Entretien effectué à Apel, août 1990.



*« Parce que nombreux étaient ceux que les Boers tuaient, il fallait produire de nouveaux soldats. Les jeunes filles devaient renoncer aux moyens de contraception. Les jeunes lancèrent alors des attaques contre les cliniques, car on y distribuait des contraceptifs aux jeunes filles. Et ces dernières étaient forcées de quitter leur foyer et de rejoindre les camarades. Et alors les jeunes filles ne retournaient chez elles que le lendemain matin. La plupart d'entre elles furent enceintes en 1986. (...) »*

*L'idéal du « travail au service de la communauté, dans l'optique millénariste d'un nouvel ordre se combinait au règne de la terreur qui bouleversait profondément les rapports entre parents et enfants. Ils nous considéraient comme des terroristes. Nous ne pouvions dormir chez nous. (...) Les gens nous accusaient de nous prendre pour Jésus-Christ, de vouloir mourir pour les masses » (16).*

### **Dissension entre autorités tribales et communauté**

Le pouvoir des chefs constituait une grande source de griefs. Leur impopularité grandit avec l'imposition de charges croissantes : (taxes, tributs, impôts et prestations de travail). Nombreux furent ceux soupçonnés de détourner les fonds de la communauté, le contrôle que les autorités traditionnelles tribales exerçaient sur le budget scolaire constituant un facteur particulier de conflit. Lorsque les premières tentatives des jeunes visant à imposer la responsabilité des chefs devant la communauté rencontrèrent une forte résistance, l'objectif devint de supprimer la fonction de chef. Lutter contre les chefs devint dans l'esprit des gens l'équivalent, dans les campagnes, de la lutte contre les conseillers municipaux dans les townships : dans l'un et l'autre cas, les dirigeants locaux étaient accusés d'être les valets du régime d'apartheid.

Dans ces conditions, les rituels traditionnels ne servaient plus à intégrer les jeunes dans la société pedi. Les parents et les chefs étaient tenus responsables de l'imposition de ces rituels à la jeunesse en révolte. Les lycéens assimilèrent la « coutume tribale » à un facteur d'oppression. Les garçons refusaient d'être obligés d'entrer à l'école de circoncision, dont le but, selon eux, était de les soumettre au pouvoir du chef. Les filles trouvaient les coutumes tribales repoussantes et contraires à leur statut de « femmes instruites ».

(16) Entretien avec un militant de la SEYO, Apel, août 1990.

***Dissension entre directeur et enseignants  
Dissension entre enseignants et élèves***

Le directeur d'école et le chef étaient habituellement les membres dominants de la commission d'enseignement qui administrait l'école, et tous les deux résistaient aux tentatives visant à empiéter sur leurs prérogatives : comme la campagne lancée par les élèves pour remplacer les anciennes commissions d'enseignement par les PTJA (associations parents-enseignants-élèves).

En règle générale, les directeurs exerçaient un pouvoir autoritaire. Le directeur prenait les décisions ; si les enseignants donnaient leur avis, on les traitait de fauteurs de troubles.

Les écoles étaient extrêmement surchargées et sous-équipées. La pénurie de manuels scolaires persista pendant les années 1980. Souvent, les enseignants n'étaient pas convenablement formés et il leur était de plus en plus difficile de faire leur travail dans des classes allant jusqu'à cent enfants. Les enseignants démoralisés recourraient au fouet. Les élèves étaient punis du *sjambok* pour toutes sortes de raisons — pour être arrivé en retard, pour ne pas porter l'uniforme réglementaire ou ne pas avoir compris le cours. Les filles étaient confrontées au problème particulier du harcèlement sexuel.

L'abolition des punitions corporelles devint une revendication essentielle du mouvement des jeunes, ainsi que l'exigence de manuels gratuits et l'élection d'un conseil représentatif des élèves.

***Dissension entre élèves, dissension***

Les dissensions entre les élèves se manifestaient de diverses façons, lesquelles ne peuvent être toutes abordées. Mais un élément de discordance omniprésent est très bien saisi par cet extrait d'un entretien avec deux lycéens d'Apel : « *En 1985-1986, nous assistions aux meetings, mais nous n'y comprenions pas un traître mot. Notre formation politique débuta seulement en 1987. A ce moment-là, en 1986, la sorcellerie nous tracassait, elle nous accaparait* » (17).

Trois facteurs étaient mis en avant pour expliquer la dislocation de la société et l'entretien des discordes : le tribalisme (ou factionnalisme), la sorcellerie et le capitalisme.

Dans ce contexte, le terme de tribalisme ne se réfère pas aux conflits interethniques, mais à des divisions au sein de la communauté, par exemple à propos de questions agraires ou de la succession à la fonction de chef. Le tribalisme ou factionnalisme devait être combattu pour rétablir l'harmonie.

C'est ainsi que les jeunes d'Apel décidèrent d'intervenir lorsqu'un conflit surgit dans le village voisin de Strydkraal. Ses habi-

(17) Entretien à Apel, août 1990.

tants étant soumis à l'autorité de deux chefs différents, un conflit était né au sujet du contrôle des terres et de celui d'une école. Les jeunes se rendirent en cortège au kraal du chef, en chantant des chansons de libération. Ils furent accueillis par les partisans du chef, qui ouvrirent le feu. L'un des garçons fut tué. Ses obsèques furent l'occasion d'un grand rassemblement. Peu de temps après, un jeune activiste fut frappé par la foudre. Selon une idée répandue, la foudre est causée par la sorcellerie ; il incombait donc aux jeunes d'établir qui était coupable. Il fut décidé lors d'un meeting de consulter un *ngaka* (devin ou « guérisseur »). Une fois effectués les rites habituels, trois personnes furent déclarées coupables de sorcellerie. Les trois accusés furent brûlés vifs. Après une accalmie de deux ou trois jours, d'autres gens suspectés de sorcellerie furent recherchés. En avril 1986, en l'espace d'une semaine environ, 32 personnes furent brûlées vives.

C'est seulement pour les trois premières victimes que les jeunes prirent la peine de consulter un *ngaka*. Les jours suivants, ils décidèrent de ne plus dépenser d'argent à consulter des *ngaka*, arguant que ces derniers se contentaient d'en profiter financièrement, et d'ailleurs « *nous savons tous qui sont les sorciers ici* » (18).

Bien que deux personnes aient été brûlées vives deux ans auparavant dans le même village, les habitants du Nord-Transvaal n'ont pas coutume de brûler les sorciers. Traditionnellement, les condamnés pour sorcellerie étaient exécutés par d'autres moyens, par pendaison, lapidation ou empalement. Mais les cas de sorciers brûlés vifs se sont multipliés dans le Nord-Transvaal depuis le début des années 80. En 1984, l'officier de liaison de la police du Lebowa déclarait que les exécutions de sorciers étaient devenues un « *problème national* ».

La pratique de brûler vifs ses ennemis se répandit ensuite des campagnes aux townships, en prenant la forme atroce du « supplice du collier » pratiqué sur les personnes soupçonnées d'être des indicateurs et sur des adversaires.

A Apel, les sorciers subirent le « supplice du collier ». Ainsi une « invention des villes » faisait son entrée dans le Sekhukhuland. Sur d'autres points importants, les pratiques s'écartaient de la tradition. Un jeune ne va pas consulter de *ngaka*, cela ne se fait pas, car, seuls, les adultes peuvent le faire. En omettant purement et simplement, pour le second groupe de victimes, de suivre la procédure habituelle, les jeunes indiquaient qu'ils se moquaient éperdument d'obtenir l'agrément du pouvoir en place. La révolte de la jeunesse s'était transformée en une vaste contestation de toutes les formes d'autorité — parents, enseignants, chefs ou *ngaka* — sans distinction aucune.

(18) Entretiens avec des militants de la SEYO, Apel, août 1990 et novembre 1991.

Lors de la vague d'exécutions de sorciers, au cours de la première moitié des années 1980, c'était au *ngaka* que revenait la responsabilité d'identifier le coupable ; en donnant son aval, le chef intervenait aussi le plus souvent. Ainsi en 1983 une affaire de ce genre donna lieu à l'inculpation pour meurtre d'un chef (une femme), sœur du dirigeant du Lebowa, Cedric Pathudi, et plus de deux cents compatriotes (19). Or, désormais, les jeunes se chargeaient de rechercher les sorciers.

Il est difficile de dresser un portrait-robot de la victime. Il s'agit en majorité de femmes, plusieurs étaient *ngaka*. Ceux-ci sont à la fois vénérés et redoutés. La ligne de démarcation entre la bonne et la mauvaise magie est facile à franchir ; il est donc concevable que de bénéfique, leur pratique devienne maléfique (20). C'était d'ailleurs ce dont les *ngaka* étaient soupçonnés dans le Sekhukhuneland. Dans un premier temps, alors que la jeunesse était engagée dans des affrontements avec la police et l'armée, les camarades avaient d'abord eu recours au *ngaka*. Ils avaient réclamé une préparation médicinale qui transformerait les balles en eau ou, encore, en abeilles. Lorsque les *ngaka* leur répondirent en être incapables, les jeunes dirent alors que puisque les *ngaka* étaient capables de déclencher la foudre et de donner la mort, il était évident qu'ils possédaient des pouvoirs surnaturels. La preuve était désormais établie qu'ils utilisaient ces pouvoirs non pas au service de la lutte de libération, mais pour infliger le mal. Les *ngaka* furent donc jugés coupables de sorcellerie.

Certains individus tentèrent d'intervenir et d'empêcher la mort des *ngaka* par le feu. Peter Nchabeleng fut l'un de ceux-là, mais ce fut en vain qu'il essaya d'expliquer que l'ennemi était l'apartheid et non les sorciers.

Après que les sorciers eussent été brûlés vifs, la police investit le village en force. Les jeunes se réfugièrent dans les montagnes. Peter Nchabeleng fut arrêté le 11 avril 1986. Le lendemain, il décédait, battu à mort au commissariat de police. 200 jeunes environ furent arrêtés les jours suivants (21). La plupart d'entre eux furent ensuite relâchés, mais plusieurs furent condamnés à des peines de prison pour les exécutions de sorciers.

Avec le recul, les militants les plus en vue jugèrent les exécutions de sorciers comme une grave erreur, qui détournait le combat du véritable adversaire. Ils soulignaient désormais la nécessité de la « formation politique ».

C'est seulement en 1987, avec une réduction relative de la présence militaire et le retour de certains activistes, qu'il fut à nouveau possible de tenir des réunions. De petits « séminaires » furent

(19) *Ibid.*, p. 539.

(21) *The Star*, 17 avril 1986 ; *Business*

(20) H.O. Mönig, *The Pedi*, Pretoria, J.L. Day, 17 avril 1986.  
van Schaik, 1967 (1988), p. 97.

organisés pour dissiper chez les militants les malentendus au sujet de la sorcellerie et pour les former politiquement. Le meilleur antidote contre des superstitions non scientifiques était jugé être le socialisme scientifique.

Là encore, les contacts avec le mouvement étudiant à l'université s'avèrent importants. Les étudiants faisaient circuler des ouvrages qui permettaient d'appréhender le monde. Un ouvrage en trois volumes écrit dans les années 50 par Maurice Cornforth, un marxiste orthodoxe britannique, devint la bible des activistes « politiquement avancés » (22). Ces trois volumes ont dû produire l'effet de l'Apocalypse de Saint-Jean.

Dans son livre, Cornforth entreprend d'expliquer des concepts clés du marxisme-léninisme en privilégiant la portée pratique. Une fois en possession des principes fondamentaux de cette philosophie, le lecteur bénéficie d'un outil révolutionnaire. On tenait là la solution à toutes les dissensions. Comme l'écrivait Lénine, cité par Cornforth, la doctrine marxiste est omnipotente parce qu'elle est vraie. Elle est complète, harmonieuse, et offre aux hommes une conception totale du monde qui est inconciliable avec toute forme de superstition, de réaction ou de défense de l'oppression bourgeoise.

Le marxisme-léninisme se présente aux yeux des jeunes activistes comme un instrument d'émancipation. De leur situation aux marges de la société sud-africaine, ils étaient désormais projetés sur l'avant-scène de l'Histoire. Cette doctrine présentait aux dirigeants du mouvement de la jeunesse une nouvelle source de légitimité : là résidait la certitude, la preuve scientifique même, que la vérité, le progrès et la victoire se trouvaient dans leur camp. C'était la terre promise ordonnée suivant un nouveau système social baignant dans l'harmonie.

Malheureusement le matérialisme dialectique n'est pas évident. Les séminaires n'attiraient qu'un nombre limité de militants. Les jeunes, dans leur multitude, s'en détournèrent : nombre d'entre eux étaient très démoralisés après avoir fait l'expérience d'une féroce répression.

Le marxisme-léninisme n'était pas non plus apte à combler le fossé entre la jeunesse et les parents. Les séquelles de cette période extraordinaire des années 80, qui avait vu les jeunes se mobiliser, furent à l'origine d'un départ difficile de l'ANC, après la levée de son interdiction en février 1990. L'ANC ne pouvait pas seulement s'ériger sur les fondations jetées par l'UDF qui, dans les zones rurales du Nord-Transvaal, s'était assez étroitement associé à la jeu-

(22) Maurice Cornforth, *Dialectical Materialism, an Introduction* (t. 1 : *Materialism and the Dialectical Method* ; t. 2 : *Historical Materialism* ; t. 3 : *The Theory of Knowledge*), Londres, Lawrence and Wishart. Ces trois volu-

mes furent publiés pour la première fois en 1952 et 1953. L'ouvrage donna lieu à de nombreuses réimpressions et à plusieurs rééditions. La réimpression utilisée ici est celle de 1987.

nesse en révolte. De nombreux adversaires des années 80 considèrent aujourd'hui l'appartenance à l'ANC comme une assurance sur l'avenir. Les chefs du Lebowa rejoignirent en grand nombre les rangs du Congrès des autorités traditionnelles (CONTRALESA), une organisation de chefs proche de l'ANC. Les *ngaka* formèrent l'Union des guérisseurs traditionnels et ils indiquèrent à l'ANC que « *la lutte de libération ne pouvait être victorieuse sans leur contribution* » (23). Nelson Ramodike, Premier ministre du Lebowa, qui a adhéré à l'ANC, prend part aux négociations de la CODESA, où il soutient généralement les positions de l'organisation nationaliste. Les enseignants et les hommes d'affaires ont pris le contrôle de nombreuses sections locales de l'ANC. L'activité politique de la jeunesse a été, dans une large mesure, mise en sourdine et reléguée dans la Ligue de la jeunesse de l'ANC.

L'évolution récente soulève de nouvelles interrogations pour l'avenir. Avec l'afflux de toutes sortes de nouveaux adhérents, l'ANC se retransformera sans doute en un mouvement de nature différente. A certains signes, on peut voir que les jeunes, après avoir été salués comme « les troupes de choc de la révolution », se sentent maintenant ignorés et marginalisés. L'ANC pourra-t-il retenir ses partisans de la première heure alors qu'il tente d'attirer ses adversaires d'hier dans une vaste alliance ?

**Ineke Van Kessel**  
*Afrika-Studie centrum*  
*(Leiden)*

(23) *Weekly Mail*, 15-21 février 1991.